

Pour une République nouvelle

Le projet de loi constitutionnelle voulue par le président de la République a été adopté en Conseil des ministres, sans les textes législatifs qui l'accompagneront, en vue de réduire le nombre de parlementaires et d'instaurer une dose de proportionnelle. « Une telle réforme ne peut pourtant s'apprécier que dans sa globalité. L'ensemble

des dispositions de la réforme institutionnelle doit être débattu d'un seul bloc, celui d'une régression démocratique », ont dénoncé Olivier Faure, Premier secrétaire du Parti Socialiste, et Sébastien Denaja, secrétaire national délégué à la Démocratie, aux Libertés, à la Justice et aux Institutions.

« Le projet de loi constitutionnelle comprend certaines mesures qui, prises isolément, peuvent apparaître légitimes comme la suppression de la Cour de Justice de la République ou du statut de membre de droit du Conseil constitutionnel pour les anciens présidents », concède le Premier secrétaire du PS. Ces réformes ont d'ailleurs été défendues, de longue date, par le Parti Socialiste.

En revanche, d'autres sont inacceptables : la maîtrise de l'ordre du jour du Parlement ou la limitation du droit d'amendement. « Mais, surtout, la réforme prise dans son ensemble conduit à un grave déséquilibre institutionnel. Pour la première fois depuis 1958, les pouvoirs du Parlement seraient amoindris », insiste Olivier Faure. Une diminution drastique du nombre de parlementaires aboutirait à d'immenses circonscriptions empêchant



La démocratie jusqu'au bout

tout lien de proximité, déconnectant le Parlement de la réalité des territoires et rendant l'élection législative encore plus dépendante de l'élection présidentielle.

Plus grave, les citoyens sont les grands oubliés du projet de réforme. Confinés dans une « chambre de la participation citoyenne » qui se substituerait au CESE, ils ne bénéficieront d'aucun mécanisme constitutionnel nouveau de démocratie directe.

La crise démocratique que connaît notre pays exige de défendre une véritable rénovation d'ensemble de nos institutions : un Parlement renforcé, des contre-pouvoirs vivifiés, une décentralisation confortée, des citoyens pleinement impliqués, une Constitution garantissant pleinement la laïcité et l'égalité entre les femmes et les hommes, des nouveaux droits et libertés consacrés.

« Porteur d'une véritable démarche de démocratie collaborative, le Parti Socialiste engagera, dans les prochaines semaines, un grand chantier, associant militants, citoyens et experts, " pour une République nouvelle " qui se conclura par un vote auquel pourront prendre part toutes celles et tous ceux qui souhaitent accompagner la renaissance de la gauche », annonce Olivier Faure.



Les meilleurs ennemis du monde

C'est tellement cousu de fils blancs que plus personne n'est dupe : La France insoumise et la République en marche se sont choisies comme meilleures ennemies du monde, pour le meilleur, mais surtout pour le pire. C'est évident au plan national. On commence à le sentir au niveau local.

Chacun y trouve son intérêt : l'ego de Jean-Luc Mélenchon est satisfait d'être sous les feux de l'actualité, tandis qu'Emmanuel Macron peut se victimiser et prendre l'opinion publique à témoin en dénonçant les outrances des élu.es ou des militant.es insoumis, qui, il faut bien le reconnaître, sont souvent dans la caricature et émettent des jugements à l'emporte-pièce.

Il revient donc aux socialistes de relever le défi d'incarner une opposition ferme et surtout crédible qui offre la possibilité d'une alternance. Car l'agitation, dans l'hémicycle ou dans la rue, ne suffira pas à bâtir le projet de gouvernement de gauche dont la France a besoin.

Les leçons du pouvoir

Un an après son départ de l'Élysée, François Hollande vient de publier *Les leçons du pouvoir*. Ce livre est découpé en plusieurs chapitres, thématiques et non chronologiques. «Ce n'est pas un livre de mémoires, car je n'ai pas pris de notes durant ce quinquennat. C'est plutôt un livre d'explication pour les Françaises et les Français, afin qu'ils mesurent ce que représente la fonction présidentielle.»



Avec les socialistes du Finistère

Devant ce succès de librairie, l'ancien président de la République a programmé une série de séances de dédicaces. Il a commencé son week-end breton à la librairie *Dialogues*, à Brest, le 11 mai, puis l'a poursuivi le lendemain, à la librairie *Ravy* à Quimper, avant de se rendre à Saint-Brieuc et à l'Espace culturel du centre Leclerc de Plérin (voir encadré).

À chacune des ses étapes, François Hollande a consacré un peu de temps

pour adresser un message aux socialistes. «Les temps sont difficiles pour la gauche avec deux phénomènes concomitants et tout aussi dangereux : d'abord la montée des populismes, mais aussi le développement de partis qui se disent "anti-système" mais qui incarnent en réalité le système.»

«Je sens qu'un espace s'est créé pour la gauche.»

Alors qu'il a déjà participé à plusieurs séances de dédicaces, François Hollande commence à avoir une idée précise de l'état d'esprit des Français. «Je rencontre beaucoup de gens qui se posent des questions quant à l'avenir de la gauche. Mais je sens aussi beaucoup de colère, en particulier parmi les retraités. Après toutes ces rencontres, je sens qu'un espace s'est créé pour la gauche.»

François Hollande a aussi alerté les socialistes sur les dangers qui pèsent sur la démocratie. Car rien n'est jamais acquis et la montée des populismes, partout en Europe, est particulièrement inquiétante.

Dans ce livre, l'ancien président de la République a voulu montrer aux Françaises et aux Français en quoi consiste la fonction de président de la cinquième puissance mondiale. Il faut prendre des décisions parfois difficiles

comme engager nos forces armées dans des conflits avec le risque que certains y laissent leur vie. Mais, dans le cas du Mali, notamment, il fallait que la France intervienne pour que le pays ne tombe pas sous la coupe des islamistes.

À Brest, François Hollande a rappelé que les décisions qu'il a prises, comme la modernisation de la force de frappe, engage le pays bien au-delà de son quinquennat. «Cette force de dissuasion, que nous espérons ne jamais utiliser, fait de la France l'un des pays qui peut agir à l'échelle internationale, comme les États-Unis, la Russie ou la Chine.»

«Être président nécessite, en permanence, une très grande maîtrise de soi», a-t-il insisté.



Bain de foule à Dialogues

Les leçons du pouvoir constitue un témoignage important pour toutes celles et tous ceux qui souhaitent comprendre le dernier quinquennat.

Dédicaces



Un ancien président ne devrait pas dédicacer son livre là ? Avant de venir faire une tournée de dédicaces, une poignée de journalistes parisiens se sont crus autorisés, sur les réseaux sociaux, à se moquer de François Hollande, sous prétexte qu'il avait prévu, après Brest et Quimper, d'aller à

la rencontre de ses lecteurs à l'Espace culturel du Centre Leclerc de Plérin, dans les Côtes-d'Armor, où l'ancien président a dédicacé son livre jusqu'à 2h00 du matin.

Tout au long du week-end du 11 et 12 mai, les Bretons ont apporté un démenti cinglant à ces petits marquis poudrés qui décident ce qui est dans l'air du temps et ce qui ne l'est pas. Qui serait ringard et qui ne le serait pas. Toutes les personnes qui ont attendu pour se faire dédicacer le livre de François Hollande avaient une bonne raison d'échanger quelques mots avec lui.

Et si les séances se sont prolongées jusque tard dans la nuit, c'est parce que l'ancien président a mis un point d'honneur à discuter avec ses interlocuteurs et à personnaliser la dédicace. Les entretiens n'ont jamais duré trop longtemps, mais à chaque fois, c'est avec une réelle empathie que François Hollande s'est enquis des motivations de la personne qu'il avait en face de lui et qui bien souvent ont fait preuve d'une grande patience.

Certains ont voulu lui témoigner leur reconnaissance pour avoir su adopter la bonne attitude face à la vague d'attentats terroristes qui ont ensanglanté le pays. D'autres ont tenu à le remercier pour le droit de se marier qu'ils ont obtenu grâce à lui. D'autres enfin, lui ont exprimé leur soutien pour toutes les mesures courageuses qu'il a prises durant son quinquennat, comme la possibilité de partir à la retraite dès 60 ans ou le compte pénibilité. Et beaucoup ont évoqué les trahisons dont il a été victime.

Maintenant, aux lectrices et lecteurs de François Hollande de faire leur miel de ce livre pédagogique qui explique en quoi consiste la fonction de président de la République.

Les socialistes pour le grand Morlaix

Thierry Piriou, président de Morlaix communauté, a participé, le 12 avril, à un moment d'échanges avec les socialistes de la région de Morlaix. Son prédécesseur, Jean-Luc Fichet, avait instauré ce rendez-vous.

« **C'est important, régulièrement, de faire le point sur les actions menées par l'agglomération avec le responsable de l'exécutif** », a insisté Jean-Paul Vermot. « **Nous avons besoin d'expliquer ce que nous faisons mais aussi d'entendre les avis des militants qui sont aussi des porte-paroles des habitants** », a confirmé Thierry Piriou, qui préside Morlaix Communauté depuis à peine six mois. Pendant près de deux heures, il a passé en revue les dossiers chauds du moment.

Ce jeudi soir, au local du PS de Morlaix, c'est autour de la question du grand Morlaix que s'est essentiellement focalisé le débat. Car il y a urgence à faire avancer ce dossier qui défraye la chronique dans la cité du viaduc et ses alentours, depuis déjà plusieurs décennies. « **Si nous voulons être entendus et reconnus, nous devons atteindre une dimension suffisante. Si on veut peser, il faut être reconnus et nombreux. L'enjeu c'est de**

redevenir la troisième agglomération du Finistère. Cela passe par un grand Morlaix, mais aussi, à terme, par un regroupement des trois communautés de communes à l'échelle du pays ». Dans l'organisation territoriale bretonne qui se dessine, cela devient indispensable et surtout cela éviterait des concurrences entre les collectivités du territoire.

« **Ce dossier est d'autant plus prioritaire que partout en Bretagne, et notamment un peu plus à l'Est, dans les Côtes-d'Armor, on assiste à des regroupements de communes** », prévient Gwenegan Bui.

Pour Jean-Paul Vermot, cette évolution est nécessaire, aussi, pour renforcer l'attractivité du territoire.

« **D'autant** », renchérit Annie Loneux, « **de notre bassin de vie possède de formidables atouts, en particulier culturels, qu'il convient de mettre en valeur** ».

« **Il ne s'agit pas de grandir pour grandir** », a tenu à préciser Thierry Piriou, « **mais d'atteindre une dimension suffisante pour pouvoir conforter nos services publics, en particulier dans les domaines de la santé et de l'éducation. Sur la plupart des questions qui intéressent directement la vie quotidienne des habitants, comme l'eau, l'habitat, la gestion des déchets, les commerces..., il faut raisonner et intervenir à l'échelle du pays, pour mener des actions cohérentes** ».

« **Quand on est conseiller communautaire, on doit faire passer les intérêts de la communauté avant ceux de sa commune. C'est ce que je m'attache à faire tous les jours. Même si je suis de Pleyber-Christ, je suis avant tout président de Morlaix Communauté et à ce titre je défends l'intérêt général. Cependant, le mode de scrutin actuel n'incite pas les élu.es à faire la distinction. Mais, pour les socialistes, c'est l'orientation qu'il convient de prendre pour promouvoir l'intérêt général.** »



Le 12 avril à Morlaix

Merci Armelle !

La légion d'honneur a été créée par Napoléon en 1802 pour distinguer et honorer les citoyens qui se sont illustrés dans la défense du bien commun, qui ont su faire preuve de civisme. « *L'action d'Armelle Huruguen correspond tout à fait à ce cahier des charges* », a d'emblée insisté Pierre Maille qui a remis à la vice-présidente du Conseil départemental les insignes de chevalière de la légion d'honneur, le 21 avril.

La remise de cette légion d'honneur était empreinte d'une forte émotion. En effet, il y a un an, quelques jours après avoir appris sa nomination, son époux Bernard est décédé. « *Il était si fier de cette distinction* », s'est souvenue Armelle Huruguen.

Évidemment, la cérémonie s'est déroulée à la Maison pour tous de Penhars, tant le parcours politique, mais d'abord associatif d'Armelle

Huruguen, est lié à ce quartier de Quimper.

Car Armelle Huruguen a d'abord été une militante associative, comme parent d'élève ou avec l'association *Ballfont*, avant de devenir conseillère municipale de Quimper et conseillère départementale.



Toujours au service du collectif

À chaque fois, dans tous ses engagements c'est l'action collective qui prime. Et en tant qu'élue, Armelle Huruguen a toujours apporté une attention particulière à la jeunesse et à la culture « **car s'occuper des jeunes c'est s'occuper de notre avenir** », a-t-elle insisté.

L'action collective, c'est « *faire avec* ». « *Les élus peuvent avoir de bonnes idées mais ça ne suffit pas s'ils ne parviennent pas à les faire partager. L'important c'est d'avancer ensemble.* »

Pour Nathalie Sarrabezolles, il était important de valoriser et de mettre en lumière l'engagement d'Armelle Huruguen. Mais, a insisté la présidente du Conseil départemental, cette cérémonie n'est qu'une étape dans un parcours politique vers un monde plus juste et plus solidaire.

Agenda

26 mai

10h00 : Conseil fédéral
à Quimper, salle des
Halles St François.

Retrouvez-nous sur
Facebook

<https://www.facebook.com/PS.Finistere/>

+ de 1 000 Likes
Merci !



Cap Finistère Le Breton Socialiste

CPPAP 1222 P 11428
N° 1227 - Vendredi 18 mai 2018
www.ps29.org - cap-finistere@wanadoo.fr
26 B, rue Aristide-Briand - 29000 QUIMPER
Tél. 02 98 53 20 22

Directrice de la publication : Rachel NICOLAS

Rédacteur en chef : Jean-Yves CABON
Tél. 02 98 43 44 39
13, rue de Portzmoguer - 29200 BREST

Impression : Presses Associatives du Finistère
Tél. 02 98 43 11 44

S'abonner

Nom :

Prénom :

Adresse :

.....

.....

Abonnement papier

Abonnement numérique

..... @

Adhérents : 25 euros (papier) ;

20 euros (numérique)

Non adhérents : 50 euros (papier) ;

35 euros (numérique)

Chèque à l'ordre de :
ADFFFPS



Pour la Bretagne, l'indispensable renouveau du BREIS

Arnaud Platel

Alors que le BREIS (Bureau Régional d'Étude et d'Information Socialiste) fêtera ses 45 ans au mois de septembre, Arnaud Platel, secrétaire fédéral au BREIS et au projet, l'appelle à faire preuve d'audace pour éviter l'assoupissement.

« Il est une chanson que n'aiment pas les Bretons. Le Kousk, Breizh Izel, enjoignant la Basse-Bretagne à dormir, pourrait cependant se révéler efficace. En effet, bien qu'éveillée, la Bretagne dans son ensemble n'est pas à l'abri de l'assoupissement.

Certes, la Bretagne affiche actuellement un dynamisme des plus prometteurs. Ainsi, dans son dernier bilan chiffré, la Chambre de commerce et d'industrie de Bretagne estime que la valeur du produit intérieur brut de la région augmente en moyenne chaque année de 1,8 %, soit une croissance supérieure au niveau national (1,5 %). Étant la première région de pêche et la deuxième région agricole de France, la Bretagne jouit d'une économie dont les spécificités assurent son rayonnement à l'échelle européenne. Mieux : avec la présence de plus de 750 entreprises dont plusieurs groupes internationaux et une quarantaine d'entreprises de taille intermédiaire dans le secteur numérique, une dépense de 1,7 milliard d'euros consacrée au domaine de la recherche et du développement et un taux élevé de réussite au baccalauréat, la région a aussi un avenir.

Mais il faut le faire fructifier. Car il est un défaut humain qui vaut aussi pour les collectivités : l'acquis est l'ennemi du progrès. À se reposer sur cette bonne santé économique, la Bretagne risque en effet de s'endormir et de ne pas être aux rendez-vous des défis importants qui se présentent à elle comme les transitions numérique et écologique, le renouvellement de notre tissu économique ou l'accessibilité de notre pointe bretonne.

Pour y remédier, il est nécessaire d'accompagner cet essor d'un « souffle » politique intégrant l'action et la réflexion des militants de la Bretagne, ses femmes et hommes de convictions. Car les intérêts de la Bretagne ne doivent pas être défendus sur le seul plan économique, mais également par le prisme de l'action politique. Celle qui doit mener la région dans le sens du progrès partagé,

entre développement économique et justice sociale.

Cet équilibre, la gauche bretonne l'a de tout temps accompagné. Pour s'en convaincre, il suffit d'étudier l'histoire de l'évolution de la Bretagne depuis un demi-siècle : elle est bien cette terre où présence politique de gauche et dynamisme économique ont toujours été de pair.

La gauche bretonne y est parvenue en démontrant que la cohésion sociale ne s'assure pas seulement à partir de bons chiffres économiques. Elle a su convaincre de la nécessité d'accompagner ces derniers d'un travail de réflexion commun, mené à partir de valeurs partagées au niveau local, avec pour motivation la justice sociale. Ce n'est qu'à cette condition, autrement dit la prise de conscience d'une participation réelle à l'essor de son territoire et d'une juste répartition de ses fruits, que pourront s'agréger les énergies – celles des militants, des entrepreneurs, des acteurs culturels, des syndicats – pour faire s'envoler la Bretagne.

Pour favoriser cette initiative, notre objectif est de remettre en ordre de marche le Bureau régional d'études et d'informations socialiste (BREIS). Cette plateforme qui a jadis servi à réfléchir aux enjeux qui intéressaient la Bretagne et qui a accompagné l'implantation progressive de la gauche dans une région qui ne lui était historiquement pas acquise.

Tout ceci, le BREIS doit continuer à le faire. C'est pourquoi nous assurerons son renouveau, afin qu'il accompagne durablement l'action politique de la gauche bretonne. Il en va du maintien de l'entente entre les Bretons et les idées portées par cette dernière. Pour l'assurer, cette plateforme doit pouvoir intégrer en son sein toutes les forces vives de la gauche progressiste, élus, militants et, au-delà, acteurs culturels, sociaux, économiques ou associatifs.

C'est à ce prix que le Kousk Breizh Izel restera une comptine pour enfant et non le testament d'une gauche bretonne dont la voix doit plus que jamais se faire entendre. »



Arnaud Platel

Secrétaire fédéral au BREIS et au projet